

# **Le temps du commun**

---

Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable et multiforme. Le risque est grand de voir l'intégrisme des marchés financiers préparer une nouvelle crise plus dure et brutale que la précédente de 2007-2008. Le système capitaliste n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc en changer.

Les issues se trouveront dans la construction d'un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier l'émancipation individuelle et collective. Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements d'un autre modèle de société. À nous de les faire grandir pour une société des communs. Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des peuples peut en inverser le cours s'ils prennent conscience de leur intérêt commun et de leur force collective.

Une des forces principales de la domination du capitalisme est la division à l'infini de ses victimes. Dans le même temps, elles et ils sont des millions à tenir bon et à se faire les acteurs de l'égalité, de la solidarité, de la reconnaissance du travail, des services publics, du partage... Le million de signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle preuve. Un des chantiers prioritaires est de consolider et d'élargir le mouvement populaire et citoyen, de reconstruire une hégémonie culturelle progressiste. La France des 99 % existe bel et bien : elle doit maintenant réécrire son histoire.

De grandes transformations sont essentielles pour l'émancipation humaine : réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté, de viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ; inventer un mode de développement social, solidaire et soutenable ; promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation ; se doter d'une protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle ; élaborer une démocratie réelle par une révolution citoyenne ; construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ; fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité. Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

## **Pour une société d'émancipation : Le monde, l'Europe et la France en commun**

### **1- Objectif « zéro chômage » : pour une société du partage**

Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gouvernements depuis des décennies. La baisse du « coût du travail », la compétitivité avant tout antisociale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction des déficits et dettes publics obsèdent nos dirigeants. Changer le logiciel consiste à partir des besoins communs, des savoirs et de leur partage, et à y soumettre les

moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde. C'est inscrire comme objectif le droit au travail pour toutes et tous, mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées du salariat ou encore à des activités citoyennes rassemblées.

Autour de propositions comme la sécurité emploi-formation qui comprend la réduction massive du temps de travail et la transformation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques ou encore le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale. Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et création d'un grand service public national de la formation continue pour anticiper les besoins et développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation, coopération et partage

Sujet politique majeur, source de production de toutes les richesses, le travail ne doit plus être considéré comme une marchandise dont il faut réduire le coût mais un facteur d'émancipation en permettant à chacune et chacun d'accroître sa créativité et son pouvoir d'intervention sur le développement de son activité, pour la mettre au service de la collectivité dans le cadre de la construction d'un développement humain durable. L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capitaux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi qui doit définir l'entreprise comme collectif de travail. Il faut en finir avec les inégalités, notamment entre les hommes et les femmes, qui sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas.

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes. Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens de construire ensemble les choix qui engagent le pays et le monde. Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification dans toute la société. Et l'appropriation par tous d'une culture commune de haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser les choix individuels et collectifs. L'urgence du moment est aussi de faire face à la violence terrible qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

Place à de grandes ambitions pour la formation, pour l'ouverture au monde et la création ; construire du commun, de la coopération, des droits culturels de toutes et tous à un haut niveau d'exigence artistique ; créer un service public de l'Internet, permettre le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir de formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions. Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. Construire une culture commune de haut niveau et donner à toutes et tous les moyens de se l'approprier passent par revoir les programmes, par relancer la formation initiale et continue des enseignants, par renforcer la place des cultures artistiques, sportives, techniques et professionnelle.

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humanité en permettant la coopération et du libre partage mondial des savoirs. En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution

numérique, pose de fait les questions du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés, de la remise en cause de la propriété privée, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions et d'une démocratie renouvelée. Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe opposant capitalisme de plateforme et prolétaires du digital alliés aux partisans d'une économie de la contribution fondée sur les communs, le partage et les services publics.

Rien ne se fera sans faire reculer le coût du capital. Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers plombent tout. Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de développement social (services publics) et d'investissements efficaces (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du crédit bancaire est une « nouvelle frontière ». Le crédit doit être considéré comme un bien commun adossé à un pôle public bancaire. Sa finalité serait d'encourager l'essor de l'emploi et de la formation, les progrès sociaux et écologique. Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés. Enfin, diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait une formidable vitalité à toute la société.

## **2- Une société du bien vivre et du bien commun**

Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas apte à satisfaire les droits vitaux des populations. Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de s'évaluer dans les grandes places boursières mais doit prendre en compte : le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté multidimensionnelle. Ce qui fonde un nouvel indice de développement humain.

La soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers éreinte les services publics et leurs missions. Les reconstruire et les développer, à l'aune des enjeux d'aujourd'hui, passe par réaffirmer et développer leurs missions essentielles : réponse aux besoins collectifs, accès égal de tous, proximité, en appliquant le cas échéant la gratuité. Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et la démocratie interne. La participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies. Une nouvelle histoire des services publics est à écrire.

Pour l'émancipation sociale et le défi écologique: l'heure est aux choix de civilisation. Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux intérêts de l'immense majorité des peuples et à ceux de la planète, parce qu'ils sont inséparablement liés. Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes des capitalistes. À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

Mêlons l'ambition d'un développement durable et solidaire avec l'impératif écologique : l'urgence c'est la limitation du réchauffement de la planète à 2°C maximum. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie au coût le plus bas possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, un mix énergétique, 100 % public, non émetteur de CO<sub>2</sub>, composé d'énergies renouvelables et nucléaire (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent

être définies) est nécessaire. Tout reste à réaliser après l'accord de Paris. Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austérité et que l'on vise un autre partage des richesses et des connaissances. Et cela demande de mobiliser les moyens financiers mondiaux tels que le FMI.

Un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour toutes les travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir. Les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, se reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités. La consommation des produits de la mer est un moyen de répondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de santé publique.

La qualité de l'air est un enjeu crucial de santé. C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'eau doit être sortie des griffes des multinationales et rester dans le champ du service public.

Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers est nécessaire pour se donner les moyens d'une société du bien vivre et du bien commun.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier et bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des exigences premières à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction d'objectifs d'emploi, de formation et de salaires de l'entreprise.

Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité. Il faut en finir. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables pour cette réorientation.

### **3- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité**

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence de participation des citoyen-e-s aux processus de décision. Une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur tout le territoire, et se cherchent. Un nouvel essor de la démocratie sera, d'un même mouvement, un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler.

Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire pour donner du temps aux futures citoyennes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour prendre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté. De nouveaux

pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise ou sur les banques, dans la vie associative et avec l'éducation populaire. Mettre fin au présidentielisme et au domaine réservé de la politique internationale, instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats, avec un statut de l'élu-e, en agissant pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI<sup>e</sup> République, sociale, démocratique, citoyenne.

Le droit à l'information des citoyennes et citoyens est bafoué par la concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes : concentration, monopoles ou groupe industriels tributaires de l'État qui détiennent l'essentiel des pouvoirs. Une société de partage et d'égalité ne peut qu'être pluraliste. Elle passera par le renforcement des dispositifs anti-concentration. Renforcer le droit d'auteur et refondre le secteur public doivent marcher d'une même pas vers un pôle public des médias. Un conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, le statut des médias publics, privés et associatifs. Des états généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées. Le choix de la démocratie passe par de nouveaux droits aux salariés et aux usagers afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain. Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre nation avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde est essentiel. La liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité. Une égalité en droits doit promouvoir les potentialités humaines. Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu doit devenir un principe majeur. Une véritable révolution citoyenne doit permettre à chacune et chacun de participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

Il s'agit aussi de redonner leur place aux territoires et à ses populations caractérisé par l'égalité, la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et collectif des citoyen-e-s. Construire la ville de demain, c'est repenser son rapport avec le reste des territoires et impulser un mode de développement plus horizontal et homogène. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renouvellement urbain, des services publics, dont les transports, développés et modernisés et des moyens pour une politique de la ville efficace. La ruralité doit y avoir toute sa place, en faisant le pari de l'agriculture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics.

Notre République doit être une, indivisible et décentralisée. Chaque citoyen-e, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public. Préserver la commune et le département et favoriser les coopérations pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire. À l'opposé de ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la République » est un rouleau compresseur contre la démocratie.

S'abstenir, ne plus être inscrits sur les listes électorales n'est souvent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de se mettre hors champ du système à bout de souffle. Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer la vie, s'engager, transformer la politique face au libéralisme. Notre système démocratique, socle de la République, est dans l'impasse. En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des lumières, celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national de la Résistance, de mai 68 et des conquêtes sociales, démocratiques, politiques, celui des droits des femmes et des libertés individuelles, et sur toutes les forces qui demandent aujourd'hui à s'unir, le peuple peut écrire une nouvelle page.

Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. Un vaste mouvement libérateur doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse. La nation renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique.

#### **4- Une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde.**

Transformer la mondialisation aujourd'hui dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions financières passe par des solidarités nouvelles par conforter la souveraineté et les droits des peuples et des citoyen-ne-s, par porter haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous. La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force au multilatéralisme. Car chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

L'Union européenne néo-libérale est inopérante face aux défis communs des Européens et de l'humanité. Elle est un verrou au développement humain. Mais une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au service des peuples et non des marchés financiers pourrait être un atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union. Il est indispensable de faire grandir une vision de refondation démocratique et solidaire de l'Europe. La France doit prendre des initiatives et offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise. Ces forces sont nombreuses.

Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières et il peut porter l'idée d'une Europe de la paix et de la coopération ; une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui les guerres, les dictatures et la misère. Elle pourrait reprendre le partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un co-développement commun. La France peut s'opposer aux règles budgétaires des traités et au démantèlement des services publics et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds européen de développement humain, social et environnemental. Notre pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du marché du travail, par exemple en proposant une refonte de la directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européen-e-s, un modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales dans les politiques communes.

La France doit porter le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et faire en sorte que les 1 100 milliards de création monétaire servent l'économie réelle en allant aux investissements pour l'emploi et la transition écologique plutôt qu'à la spéculation financière. Cela implique de se désengager des négociations en cours sur le TAFTA et le projet de démantèlement des services, baptisé TISA. Cela implique de remettre en cause le modèle de construction actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux peuples souverains de définir leur niveau d'intégration.

La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse plus les pressions des plus puissants. En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible d'agir sur la prévention des conflits par le traitement prioritaire des inégalités et des injustices sociales et économiques, sur la protection des travailleuses et des travailleurs, de leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la promotion et la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité devant les grands défis climatiques et écologiques du siècle. À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes nationaux ou régionaux, de l'OTAN qui participe à l'insécurité du monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs. En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions financières internationales, au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pourrait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux.

L'OMC puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent protectionnisme, populismes et nationalismes. Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédatrices celle d'une civilisation humaine du partage, du bien-vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques, le plein exercice de leur souveraineté. La révolution numérique induit des mutations profondes du travail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources et richesses. La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonnent l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sécurité de l'emploi, pour l'éducation et la formation, pour la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève. Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail qui doit être soutenue a vocation à contribuer au progrès social sur tous les continents. Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces pour mettre en échec la marchandisation du travail, des droits humains et pour la conquête de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.